

sations de Rabin et du président égyptien Hosni Moubarak au Caire. Mais une chose est sûre : depuis Washington et le Caire, Yitzhak Rabin est perçu différemment par la population. Le changement qui s'opère en lui, et que Shamir fut le premier à noter, est tellement important à première vue que des éléments de la gauche, au sein du parti travailliste et à l'extérieur, (...) sont prêts maintenant à l'adopter comme un enfant qui est revenu au bercail. Quant à la droite, elle est sous le choc. Elle commence à comprendre qu'elle s'est trompée à propos de Rabin, et elle est prête maintenant à le crucifier sur un poteau très haut. (...)

Si l'on devait utiliser un langage imagé, on dirait que, si jusque-là Rabin s'entendait parfaitement avec Yitzhak Shamir, après Washington et le Caire, il a commencé à trouver un langage commun avec Hosni Moubarak. En termes politiques, cela revient à dire que bien qu'il ne soit toujours pas prêt à négocier avec la centrale palestinienne, le ministre de la Défense a compris que sans l'OLP, rien ne bougerait.

(...) Voici les points essentiels sur lesquels ils sont tombés d'accord : l'Égypte œuvrera pour qu'il y ait des élections dans les territoires occupés, elle accueillera les deux délégations, israélienne et palestinienne, qui se chargeront de lancer le processus ; elle se chargera de composer la délégation palestinienne... en accord avec Israël et l'OLP ; Israël participera à la rencontre sur la base de sa propre initiative de paix, et les Palestiniens sur la base des dix points de Hosni Moubarak, qu'il a lui-même qualifiés d'«*éclaircissements*»...

Sur ce dernier point, Moubarak n'a pas eu besoin de convaincre Rabin que ces «*éclaircissements*» ne comprenaient ni l'autodétermination des Palestiniens, ni l'État indépendant, ni la reconnaissance de l'OLP, ni le droit au retour. (...)

Tous deux savent que sans le feu vert ou orange de l'OLP, rien ne se fera. Moubarak bien sûr le dit tout haut. En revanche, Rabin n'a fait aucune déclaration dans ce sens.. Mais tout prouve que Rabin est

arrivé depuis longtemps à cette conclusion, même s'il ne le reconnaît pas. Je dirais même plus : s'il l'avait reconnu, lui et le président Moubarak n'auraient jamais pu s'entendre.

Mais il faut bien s'entendre. Il est faux de croire que Rabin essaie secrètement de préparer l'OLP-Tunis à des négociations directes avec Israël.. Pourtant, qui sait mieux que lui que la plupart des représentants potentiels des territoires sont de toute manière d'accord avec l'OLP ? Ces représentants ne participeront à aucune négociation avec nous sans le feu vert de Tunis. (...)

Yshayahou BEN-PORAT
Yediot Aharonot, 22 septembre 1989.

L'EFFONDREMENT DU GOUVERNEMENT

Le processus entamé sur la base des cinq points de Baker n'amènera pas la paix mais provoquera l'effondrement du gouvernement. Car, même si les problèmes liés aux modalités des élections dans les territoires sont résolus, et que ces élections ont effectivement lieu, les négociations entre la délégation israélienne et la délégation palestinienne ne pourront pas commencer uniquement sur la base d'accords provisoires.

On peut difficilement envisager la tenue d'élections dans les territoires occupés alors que la deuxième partie prenante du processus est l'OLP, qui a posé les conditions que nous connaissons et qui est considérée par les États-Unis comme un partenaire indispensable dans les négociations.

Le gel du processus politique, dont l'OLP porte la responsabilité, convient parfaitement au Likoud qui refuse depuis le début de s'engager dans un processus aboutissant à la restitution des territoires en échange de la paix, et à des pourparlers directs ou indirects avec l'OLP.

Néanmoins, le problème n'est pas de savoir comment agira le Likoud mais plutôt

qu'elle sera l'attitude du mouvement travailliste. Si le processus de paix piétine, le parti travailliste ne pourra plus rester au gouvernement pour des raisons internes. On imagine bien ce qui peut arriver à un gouvernement au pouvoir depuis cinq ans lorsqu'il se fourvoie, par sa propre faute, dans la voie de l'échec à cause d'un processus qui exige de se mesurer à deux vaches sacrées : les négociations avec l'OLP et la paix contre les territoires.

Les relations israélo-américaines connaîtront encore de nouvelles crises avant que les Américains comprennent la nécessité d'une conférence internationale pour la paix. Cela est d'autant plus valable après l'échec des six tentatives américaines de trouver un dénominateur commun aux deux parties concernées. (...) La première crise éclatera à cause des modalités des élections dans les territoires, et quand elle sera résolue, une deuxième crise surviendra, due cette fois à un différend sur les principes de négociation avec la direction palestinienne élue dans les territoires. Certains trouvent un réconfort à l'idée que ces crises s'étaleront sur une période de deux ans ou plus. Voilà une pensée qui confine à la naïveté si l'on considère la situation mondiale et régionale actuelle.

Dans le passé, il était inconcevable que les conflits régionaux puissent se résoudre dans le cadre d'une conférence internationale pour la paix, à laquelle participeraient les deux super-puissances engagées dans le conflit. (...) Aujourd'hui, la situation a changé. Les deux Grands collaboratents afin de résoudre les conflits régionaux, et la formule de la conférence internationale avec leur participation est acceptée, comme en Afghanistan, en Namibie et au Cambodge.

Abraham TAMIR
Haaretz, 16 novembre 1989.

LES VÉRITÉS ANCIENNES

L'Intifada va bientôt fêter ses deux ans. Jusqu'à ce jour, aucun parti politique n'a

voulu tenir compte de cette terre qui se dérobe sous nos pieds. Les vérités anciennes restent toujours valables. Nous n'avons pas encore inventé une terminologie nouvelle. L'élite politique israélienne continue à dire non à l'OLP, non à un État palestinien. La majorité des dirigeants de notre pays ont des idées bien arrêtées sur les choses qu'ils ne veulent pas faire et les personnes avec lesquelles ils ne veulent pas parler, mais seule une minorité d'entre eux le reconnaît. Les deux grands blocs politiques, le Likoud et le Maarakh, craignent encore de dire la vérité à leurs électeurs. Le Likoud a peur de ce qui dérive de son idéologie : extermination, expulsion ou annexion. Le Maarakh n'est pas encore assez mûr pour poursuivre dans sa voie politique et dire : « Oui à l'OLP, mais... ». Ceux qui suivent de près le débat public entre le Likoud et le Maarakh se rendent compte que l'argument le plus effrayant qu'ils utilisent l'un contre l'autre est : « Vous aidez l'OLP. »

Cela n'est pas crédible car les faits importants sont connus de tous. On ne peut pas parler de négociations avec les Palestiniens, que ce soit au Caire ou à Washington, tout en feignant de croire que l'OLP n'existe pas. L'Organisation de libération de la Palestine est la direction officielle du peuple palestinien. Comment peut-on encore croire l'homme politique qui prétend être contre l'OLP, tout en affirmant que peu importe qui sera élu. Ceci ne relève même pas de l'hypocrisie, c'est une tentative d'escroquerie publique. Si un parti, Shelli en l'occurrence, dit : « Des territoires en échange de la paix », il sous-entend : moins d'Arabes, plus de sécurité. La logique ne s'arrête pas là, on doit la poursuivre jusqu'à l'inévitable conclusion : si je renonce à être maître du terrain, quelqu'un d'autre prendra ma place, et ce sera l'OLP. Si l'on refuse de pousser sa logique à l'extrême, on risque d'être traité de menteur. La même analogie s'applique aussi au Likoud. Si l'on veut des territoires sans *Intifada*, il faut se